

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Varennes | 59020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Rémi Dubois, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Varennes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 26 avril 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Varennes

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Varennes (ci-après « la municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la municipalité ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la municipalité à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

-nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 26 avril 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	36 248 786	36 441 594	34 457 789
Compensations tenant lieu de taxes	2	764 941	792 537	774 086
Quotes-parts	3		116 828	283 715
Transferts	4	662 210	6 098 321	2 217 370
Services rendus	5	1 313 253	1 141 921	1 462 237
Imposition de droits	6	1 786 495	2 905 737	2 089 016
Amendes et pénalités	7	1 044 939	952 528	1 062 192
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	450 888	378 001	590 626
Autres revenus	10	1 614 465	23 161 983	4 697 391
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	43 885 977	71 989 450	47 634 422
Charges				
Administration générale	14	7 354 829	6 847 111	7 050 474
Sécurité publique	15	7 857 068	8 322 022	7 661 627
Transport	16	9 068 791	7 764 154	7 789 758
Hygiène du milieu	17	7 608 707	7 911 941	7 500 805
Santé et bien-être	18	326 421	310 908	325 936
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 229 154	4 743 664	3 842 097
Loisirs et culture	20	11 445 946	10 536 637	10 763 971
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 829 209	1 586 731	1 461 632
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	46 720 125	48 023 168	46 396 300
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 834 148)	23 966 282	1 238 122
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		109 662 206	108 424 084
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		109 662 206	108 424 084
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		133 628 488	109 662 206

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 479 823	14 260 107
Débiteurs (note 5)	2	29 302 711	14 817 439
Prêts (note 6)	3	165 030	127 049
Placements de portefeuille (note 7)	4	285 014	314 570
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 448 210	2 288 665
	8	45 680 788	31 807 830
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		6 050 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	10 502 574	8 629 780
Revenus reportés (note 12)	12	2 709 840	2 500 495
Dette à long terme (note 13)	13	67 117 755	57 649 255
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	434 013	458 756
Autres passifs (note 14)	15	44 670	439 100
	16	80 808 852	75 727 386
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(35 128 064)	(43 919 556)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	158 083 715	142 503 910
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	9 997 449	10 575 778
Stocks de fournitures	20	184 303	213 057
Autres actifs non financiers (note 18)	21	491 085	289 017
	22	168 756 552	153 581 762
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	133 628 488	109 662 206

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 834 148)	23 966 282	1 238 122
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	148 271)	(24 812 088)	(10 566 602)
Produit de cession	3	1 793	9 052 911	1 323 462
Amortissement	4	8 119 666	8 342 742	8 032 696
(Gain) perte sur cession	5	(1 793)	(8 163 372)	(1 322 702)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	7 971 395	(15 579 807)	(2 533 146)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		578 329	(5 735 857)
Variation des stocks de fournitures	10		28 754	6 483
Variation des autres actifs non financiers	11		(202 066)	40 086
	12		405 017	(5 689 288)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	5 137 247	8 791 492	(6 984 312)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(43 919 556)	(36 935 244)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(43 919 556)	(36 935 244)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(35 128 064)	(43 919 556)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 966 282	1 238 122
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	8 342 742	8 032 696
Autres			
▪ (Gain) cess.actif/indem	3	(8 158 487)	(1 271 937)
▪ Remb. indemnités fonds UMQ.	4	27 720	
	5	24 178 257	7 998 881
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(14 485 272)	(923 359)
Autres actifs financiers	7	840 455	(2 288 665)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(1 440)	645 235
Revenus reportés	9	209 345	(333 202)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(24 743)	24 145
Propriétés destinées à la revente	11	578 329	(5 735 857)
Stocks de fournitures	12	28 754	6 485
Autres actifs non financiers	13	(202 068)	40 086
	14	11 121 617	(566 251)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(23 332 282)	(10 711 413)
Produit de cession	16	9 048 026	1 323 462
	17	(14 284 256)	(9 387 951)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(89 609)	43 398
Remboursement ou cession	19	53 464	8 149
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20		
Cession	21		
	22	(36 145)	(35 249)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	23 589 991	12 981 093
Remboursement de la dette à long terme	24	(14 042 087)	8 349 333
Variation nette des emprunts temporaires	25	(6 050 000)	6 050 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(79 404)	36 150
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	3 418 500	10 717 910
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	219 716	728 459
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	14 260 107	13 531 648
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	14 260 107	13 531 648
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	14 479 823	14 260 107

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Varennes (ci-après « la municipalité ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité des actifs, passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation proportionnelle ligne par ligne %
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	11,953
Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable	de 4,47 à 100
Régie intermunicipale du Centre multisports régional	45,000
Régie intermunicipale des services animaliers de la Vallée du Richelieu	15,096

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Taux

Infrastructures	2,5 % à 20 %
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Améliorations locatives	10 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Revenus*Constataion des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Marguerite d'Youville relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédettes et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables:

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur le DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

Les justes valeurs de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, frais courus, du découvert bancaire et des emprunts temporaires correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la municipalité pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	14 456 879	14 260 107
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	22 944	
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	14 479 823	14 260 107
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	9 787 082	7 046 734
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	2 828 720	4 435 700

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à l'assainissement des eaux, reconstruction de rues, aqueduc et eau potable, fonds patrimonial et autres et aux fonds réservés pour le fonds de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés.

Détail de l'encaisse et des placements affectés au 31 décembre

	2020	2019
	\$	\$
- Municipalité	6 584 872	3 620 776
- Partenariats	3 293 868	3 425 958

Flux de trésorerie

Intérêts payés au cours de l'exercice	1 411 133	1 270 248
Intérêts reçus au cours de l'exercice	341 358	516 044

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 813 820	1 064 296
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	8 288 885	7 737 055
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 297 677	1 712 937
Organismes municipaux	15	1 226 723	946 986
Autres			
▪ CAR de l'admin municipale	16	14 562 843	3 161 658
▪ Autres CAR - Partenariats	17	112 763	194 507
	18	29 302 711	14 817 439
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	5 874 224	6 268 470
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	5 874 224	6 268 470
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	109 096	49 067

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,75% à 4,11% au 31 décembre 2020 et 2019 et viennent à échéance au plus tard en 2038.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Prêts FIME (R836)	26	118 819	127 049
▪ Prêts fosses septiques (R918)	27	46 211	
	28	165 030	127 049
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Les prêts issus du programme de financement innovateur pour des municipalités efficaces (FIME) sont consentis selon les articles 4 (alinéa 4), 90 et 96 de la Loi sur les compétences municipales et selon le Règlement 836 de la municipalité, adopté le 4 juillet 2016. La période de remboursement est établie en fonction du retour sur investissement et elle ne peut excéder une période de plus de vingt années. Le remboursement est prélevé directement sur le compte de taxe. Advenant que le bâtiment bénéficiant du prêt FIME soit aliéné ou transféré pour quelque motif que ce soit avant que le solde du prêt ne soit versé ou avant la fin de la période d'amortissement prévue pour son remboursement, la responsabilité du remboursement se transfère au(x) nouveau(x) propriétaire(s). Le taux d'intérêt annuel sur les prêts est de 1 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	285 014	314 570
Autres placements	31		
	32	285 014	314 570
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Participation financière dans le Fonds de garantie de franchise collective du regroupement d'assurance Varennes/Sainte-Julie, gérée par l'Union des Municipalités du Québec

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(434 013)	(458 756)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(434 013)	(458 756)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	407 597	430 428
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	564 257	471 595
Autres régimes (REER et autres)	41	467 387	378 888
Régimes de retraite des élus municipaux	42	48 833	46 676
	43	1 488 074	1 327 587

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	1 448 210	2 288 665
Autres	45		
	46	1 448 210	2 288 665

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 3 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 %; 3,95 % au 31 décembre 2019) et renouvelable en 2021. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité.

La municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 23 207 100 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (2,10 %; 3,6 % au 31 décembre 2019) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la municipalité.

La Régie intermunicipale de police Richeleieu - Saint-Laurent bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux de base. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

La Régie intermunicipale du Centre Multisport Régional bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$, portant intérêt au taux de base plus 0,25 %. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

11. Crédeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	4 056 148	3 650 650
Salaires et avantages sociaux	48	3 140 655	2 545 619
Dépôts et retenues de garantie	49	2 806 961	1 605 657
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Taxes à la conso à payer	51	146 083	496 162
▪ Intérêts courus dette L.T	52	265 715	250 144
▪ Organismes municipaux	53	87 012	81 548
▪	54		
▪	55		
	56	10 502 574	8 629 780

Note

Au cours de l'exercice, la municipalité a acquis des immobilisations, dont un montant de 4 679 571 \$ (3 199 769 \$ au 31 décembre 2019) est inclus dans les comptes fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	147 361	98 973
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	1 258 561	1 863 397
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	551 510	368 857
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Transferts	67	232 437	93 313
▪ Location de terres	68	3 526	41 245
▪ Autres partenariats	69	510 995	34 710
▪ Autres organismes consolidés	70	5 450	
	71	2 709 840	2 500 495

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	2,65	2021	2040	72	67 517 537	57 911 212
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,68	3,90	2021	2023	78	72 530	130 951
Autres					79		
					80	67 590 067	58 042 163
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(472 312)	(392 908)
					82	67 117 755	57 649 255

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		4 067 025	50 117		4 117 142
2022	84		3 942 625	22 128		3 964 753
2023	85		3 949 675	285		3 949 960
2024	86		3 991 725			3 991 725
2025	87		3 985 775			3 985 775
2026 et plus	88		47 580 712			47 580 712
	89		67 517 537	72 530		67 590 067
Intérêts et frais accessoires	90		()		()	
	91		67 517 537	72 530		67 590 067

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93	44 670	439 100
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98	44 670	439 100

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(35 128 064)	(43 919 556)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(35 128 064)	(43 919 556)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	22 123 343	2 442 200		24 565 543
Eaux usées	104	47 767 951	2 151 327		49 919 278
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	84 776 875	9 904 146	396 126	94 284 895
Autres					
▪ Autres	106	25 581 296	1 692 914	212 151	27 062 059
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	33 983 399	8 941 241	3 126 982	39 797 658
Améliorations locatives	110	172 055	3 312	2	175 365
Véhicules	111	9 663 539	1 130 013	51 719	10 741 833
Ameublement et équipement de bureau	112	2 776 188	529 918	193 060	3 113 046
Machinerie, outillage et équipement divers	113	9 259 300	905 602	700 039	9 464 863
Terrains	114	6 584 708	599 423		7 184 131
Autres	115	100 825			100 825
	116	242 789 479	28 300 096	4 680 079	266 409 496
Immobilisations en cours	117	4 531 149	(3 488 008)		1 043 141
	118	247 320 628	24 812 088	4 680 079	267 452 637
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	9 810 851	595 533	1	10 406 383
Eaux usées	120	26 745 607	1 319 856		28 065 463
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	29 265 833	2 919 336	396 127	31 789 042
Autres					
▪ Autres	122	9 655 733	1 171 990	212 153	10 615 570
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	15 924 470	1 049 632	2 292 616	14 681 486
Améliorations locatives	126	133 170	4 033		137 203
Véhicules	127	4 523 500	573 920	51 628	5 045 792
Ameublement et équipement de bureau	128	1 893 989	325 983	193 060	2 026 912
Machinerie, outillage et équipement divers	129	6 765 452	381 351	644 955	6 501 848
Autres	130	98 113	1 108	(2)	99 223
	131	104 816 718	8 342 742	3 790 538	109 368 922
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	142 503 910			158 083 715
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133	429 697	110 390	51 628	488 459
Amortissement cumulé	134	(244 953)	(87 672)	(51 628)	(280 997)
Valeur comptable nette	135	184 744			207 462

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137	10 939 681	11 896 792
Autres	138	505 978	967 651
	139	11 445 659	12 864 443
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	1 448 210	2 288 665
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	9 997 449	10 575 778

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	416 181	236 683
▪ Frais payés d'avance - Parten.	143	74 904	52 334
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	491 085	289 017

Note**19. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, en vertu de contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2025, à verser des loyers totalisant 3 378 899 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 808 328 \$ en 2021, à 792 182 \$ en 2022, à 729 959 \$ en 2023, à 729 959 \$ en 2024 et à 318 471 \$ en 2025.

De plus, la municipalité s'est engagée, d'après des contrats d'évaluation, d'assurances collectives et autres obligations échéant en 2025, à verser une somme de 2 836 811 \$.

Partenariats

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent s'est engagée, en vertu de contrats de location de locaux et de véhicules échéant à différentes dates jusqu'en 2023, à verser des loyers totalisant 842 123 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les trois prochains exercices s'élèvent à 408 478 \$ en 2021, à 406 505 \$ en 2022 et à 27 140 \$ en 2023.

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 722 781 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 171 758 \$ en 2021, 161 036 \$ en 2022, 151 686 \$ en 2023, 141 914 \$ en 2024 et 152 045 \$ en 2025.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit:

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 368 000 \$ et 2 174 000 \$ respectivement.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Communauté métropolitaine de Montréal. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 168 579 \$.

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Marguerite d'Youville. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 1 730 164 \$.

B) Auto-assurance

La municipalité assume en partie l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour certains employés de la Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2020, les réclamations en dommages et expropriation contestées par la municipalité s'élèvent à environ 782 000 \$. La municipalité est couverte par une assurance responsabilité de 10 millions \$ concernant les réclamations en dommages. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice en cours. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées ou n'excéderont pas le montant couvert par l'assurance responsabilité et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée à ces égards.

D) Autres

GRIEFS

Des avis de griefs ont été déposés par certains employés de la Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent pour un montant total

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

indéterminé. La régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

CONTESTATIONS D'ÉVALUATION

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2019 à 2021. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la municipalité pourrait subir au cours des prochains exercices.

Advenant des jugements défavorables pour la municipalité concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats consolidés de l'exercice en cours.

ENVIRONNEMENT

La municipalité a procédé à un inventaire de ses terrains qui pourrait engendrer un passif au titre des sites contaminés tel que prévu par le Chapitre 3260 des Normes comptables pour le secteur public du Manuel de CPA Canada. Pour réaliser cette estimation, la municipalité a répertorié tous les terrains en sa possession et elle a identifié les sites connus pour leur contamination et les sites avec une contamination potentielle. La municipalité a déterminé sa responsabilité concernant la contamination de ces terrains, puis, elle a déterminé si la perte d'avantages économiques futurs concernant les sites identifiés était probable et s'il était possible d'estimer le coût de réhabilitation du terrain de façon raisonnable en fonction des informations dont la municipalité possédait.

À l'issus de ce travail, la municipalité a relevé deux sites qui répondent aux critères du Chapitre 3260. Pour un de ces sites une étude a été réalisée par une firme d'experts et pour l'autre site, des prélèvements et une caractérisation des contaminants avaient déjà été effectuée par une firme d'experts permettant d'identifier les contaminants et de préparer un plan d'actions en fonction des données et des connaissances que la municipalité détenait.

L'estimation du coût de décontamination des terrains se détaille comme suit :

- Terrain 1 : 0 \$ (354 000 \$ pour 2019). Le terrain a été disposé en 2020.
- Terrain 2 : 44 670 \$ (85 100 \$ pour 2019). Une portion des terrains a été disposée au courant de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2020, aucun travaux de décontamination et de nettoyage ont été réalisés. Le taux d'actualisation est de 2 %. Le passif est évalué annuellement pour tenir compte de tout changement pouvant affecter la situation de ces terrains et les variations du passif seront constatées dans l'exercice au cours duquel ces variations seront effectives.

Il ne sera pas possible pour la municipalité d'exercer un recouvrement dans aucun de ces cas.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats auxquels elle participe, après élimination des opérations réciproques.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 5 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	34 297 602	36 248 786	36 399 129			36 399 129
Compensations tenant lieu de taxes	2	774 086	764 941	792 537			792 537
Quotes-parts	3					5 564 036	116 828
Transferts	4	539 304	662 210	2 801 172			2 801 172
Services rendus	5	891 863	689 659	732 332		409 589	1 141 921
Imposition de droits	6	2 079 705	1 740 680	2 852 073		53 664	2 905 737
Amendes et pénalités	7	408 233	393 500	305 000		647 528	952 528
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	516 044	407 996	343 088		34 913	378 001
Autres revenus	10	3 694 743	1 579 739	22 642 086		211 149	22 853 235
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	43 201 580	42 487 511	66 867 417		6 920 879	68 341 088
Investissement							
Taxes	13	160 187		42 465			42 465
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 678 066		3 297 149			3 297 149
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	902 059		308 748			308 748
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 740 312		3 648 362			3 648 362
	21	45 941 892	42 487 511	70 515 779		6 920 879	71 989 450
Charges							
Administration générale	22	6 717 923	7 034 053	6 526 904	320 207		6 847 111
Sécurité publique	23	6 500 813	6 731 183	6 950 167	187 603	5 151 931	8 322 022
Transport	24	4 560 827	5 614 577	4 376 026	3 388 128		7 764 154
Hygiène du milieu	25	5 399 949	5 515 124	5 544 199	2 079 439	1 459 709	7 911 941
Santé et bien-être	26	325 936	326 421	310 908			310 908
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 833 022	1 185 763	4 706 561	37 103		4 743 664
Loisirs et culture	28	8 768 947	9 455 075	8 755 947	1 817 605	271 208	10 536 637
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 270 248	1 646 341	1 411 133		175 598	1 586 731
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 538 800	8 007 547	7 830 085	(7 830 085)		
	33	44 916 465	45 516 084	46 411 930		7 058 446	48 023 168
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 025 427	(3 028 573)	24 103 849		(137 567)	23 966 282

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
					Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 025 427	(3 028 573)	24 103 849	(137 567)	23 966 282
Moins : revenus d'investissement	2	(2 740 312)	()	(3 648 362)	()	(3 648 362)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 714 885)	(3 028 573)	20 455 487	(137 567)	20 317 920
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	7 538 800	8 007 547	7 830 085	512 657	8 342 742
Produit de cession	5	1 316 117		9 048 026	4 885	9 052 911
(Gain) perte sur cession	6	(1 316 117)		(8 158 487)	(4 885)	(8 163 372)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	7 538 800	8 007 547	8 719 624	512 657	9 232 281
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 267 769		3 031 325		3 031 325
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	1 267 769		3 031 325		3 031 325
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	51 547		51 628		51 628
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	7 369		29 556		29 556
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	58 916		81 184		81 184
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	60 161	133 095	66 843		66 843
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 346 255)	(3 744 575)	(5 332 823)	(196 670)	(5 529 493)
	18	(3 286 094)	(3 611 480)	(5 265 980)	(196 670)	(5 462 650)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(482 911)	(219 048)	(15 857 135)	(51 264)	(15 908 399)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 292 470	300 000	144 500		144 500
Excédent de fonctionnement affecté	21	165 484		509 139	634 259	1 143 398
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 436 044)	(1 418 820)	(4 861 797)	(53 163)	(4 914 960)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	37 512	(29 626)	474 763	(9 465)	465 298
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 423 489)	(1 367 494)	(19 590 530)	520 367	(19 070 163)
	26	4 155 902	3 028 573	(13 024 377)	836 354	(12 188 023)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 441 017		7 431 110	698 787	8 129 897

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations 2019		Réalizations 2020	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 740 312	3 648 362		3 648 362
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	182 526 )(	297 915 )(	) (	297 915)
Sécurité publique	3 (	71 560 )(	116 982 )(	131 789 )(	248 771)
Transport	4 (	5 810 261 )(	13 474 339 )(	) (	13 474 339)
Hygiène du milieu	5 (	2 314 974 )(	6 374 916 )(	47 380 )(	6 422 296)
Santé et bien-être	6 (	34 842)() () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	62 058 )(	64 880 )(	) (	64 880)
Loisirs et culture	8 (	1 787 356 )(	4 303 887 )(	) (	4 303 887)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
	10 (	10 263 577 )(	24 632 919 )(	179 169 )(	24 812 088)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 (	9 292 291 )(	1 612 540 )(	) (	1 612 540)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 (	43 398 )(	89 607 )(	) (	89 607)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 156 169	15 404 437		15 404 437
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	482 911	15 857 135	51 264	15 908 399
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 330 456	678 039		678 039
Excédent de fonctionnement affecté	16			2 675	2 675
Réserves financières et fonds réservés	17	1 919 991	3 204 053	125 231	3 329 284
	18	4 733 358	19 739 227	179 170	19 918 397
	19	(6 709 739)	8 808 598	1	8 808 599
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 969 427)	12 456 960	1	12 456 961

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2019</u>		<u>2020</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 834 149	11 185 955	3 293 868	14 479 823
Débiteurs (note 5)	2	14 166 374	28 555 970	757 042	29 302 711
Prêts (note 6)	3	127 049	165 030		165 030
Placements de portefeuille (note 7)	4	314 570	285 014		285 014
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	2 288 665	1 448 210		1 448 210
	8	27 730 807	41 640 179	4 050 910	45 680 788
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	6 050 000			
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 394 599	9 795 054	717 821	10 502 574
Revenus reportés (note 12)	12	2 491 576	2 704 390	5 450	2 709 840
Dette à long terme (note 13)	13	53 501 607	63 158 740	3 959 015	67 117 755
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			434 013	434 013
Autres passifs (note 14)	15		44 670		44 670
	16	70 437 782	75 702 854	5 116 299	80 808 852
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(42 706 975)	(34 062 675)	(1 065 389)	(35 128 064)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	134 996 198	150 909 491	7 174 224	158 083 715
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	10 575 778	9 997 449		9 997 449
Stocks de fournitures	20	183 343	128 430	55 873	184 303
Autres actifs non financiers (note 18)	21	236 683	416 181	74 904	491 085
	22	145 992 002	161 451 551	7 305 001	168 756 552
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	4 633 768	9 822 771	1 722 469	11 545 240
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 567 364	1 604 087	1 243 171	2 847 258
Réserves financières et fonds réservés	25	2 971 625	14 594 247	200 765	14 795 012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(53 515)	495 165)	93 780)	588 945)
Financement des investissements en cours	27	(6 962 132)	(3 596 344)		(3 596 344)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	101 127 917	105 459 280	3 166 987	108 626 267
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	103 285 027	127 388 876	6 239 612	133 628 488
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	12 305 634	11 884 219	15 742 519	14 961 796
Charges sociales	2	2 991 747	2 882 200	3 931 090	3 795 103
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	9 808 987	8 226 782	9 532 485	10 236 346
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 504 909	1 281 430	1 281 430	1 136 014
D'autres organismes municipaux	8			124 399	128 182
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	141 432	129 703	129 703	134 234
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11			51 199	63 202
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	7 960 830	7 746 514	2 456 604	2 196 622
Transferts	13				
Autres	14	2 504 948	2 677 220	2 677 220	2 605 668
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	205 800	195 746	195 746	1 569 879
Amortissement des immobilisations	17	8 007 547	7 830 085	8 342 742	8 032 696
Autres					
▪ Prog. aide, réclamations, etc.	18	84 250	526 706	526 706	113 789
▪ Mesures de mitigation	19				155 000
▪ Coût des propriétés vendues	20		3 031 325	3 031 325	1 267 769
	21	45 516 084	46 411 930	48 023 168	46 396 300

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	11 545 240	6 199 879
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 847 258	2 905 049
Réserves financières et fonds réservés	3	14 795 012	3 244 457
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	588 945)	(156 769)
Financement des investissements en cours	5	(3 596 344)	(6 962 132)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	108 626 267	104 431 722
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	133 628 488	109 662 206

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	9 822 771	4 633 768
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 722 469	1 566 111
	11	11 545 240	6 199 879

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	12	340 000	300 000
▪ Engagements	13	115 861	134 138
▪ Programme FIME	14	157 599	157 599
▪ R881 Mesures de mitigation	15	415 000	415 000
▪ Ententes aide limitées	16	575 627	500 627
▪ Acquisition PDR	17		60 000
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 604 087	1 567 364
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Affectation exercice suivant	22	606 611	698 450
▪ Affectation surp. acc. affect	23	636 560	639 235
▪	24		
	25	1 243 171	1 337 685
	26	2 847 258	2 905 049

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Assainissement des eaux	27 473 583	355 215
▪ Reconstruction de rues	28 291 841	53 901
▪ Aqueduc et eau potable	29 1 018 099	1 213 163
▪ Fonds Patrimonial	30 190 698	206 574
▪ Autres	31 953 562	89 733
	32 2 927 783	1 918 586
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 2 907 680	226 487
Organismes contrôlés et partenariats	38 98 763	170 830
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 8 758 784	826 552
Organismes contrôlés et partenariats	40 102 002	102 002
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 11 867 229	1 325 871
	48 14 795 012	3 244 457

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (62 275)	(69 327)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (79 727)	(90 186)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (142 002)	(159 513)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
▪	58 ()	()
▪	59 ()	()
	60 (142 002)	(159 513)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (190 741)	(215 817)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
▪ Aide à la relocalisation	72 (450 000)	()
▪	73 ()	()
	74 (640 741)	(215 817)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 193 798	218 561
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80 193 798	218 561
	81 (588 945)	(156 769)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 364 758	2 238 682
Investissements à financer	83 (4 961 102)	(9 200 814)
	84 (3 596 344)	(6 962 132)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 158 083 715	142 503 910
Propriétés destinées à la revente	86 11 445 659	12 864 443
Prêts	87 165 030	127 049
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 285 014	314 570
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 169 979 418	155 809 972
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 169 979 418	155 809 972
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (67 117 755)	(57 649 255)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (472 312)	(392 908)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 997 954	6 391 837
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 238 962	272 076
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (61 353 151)	(51 378 250)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (61 353 151)	(51 378 250)
	101 108 626 267	104 431 722

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	_____	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2019.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »). La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A,B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A,B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A,B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A,B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres: les excédents d'actifs constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexés dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55 % de l'IPC, sujet à un maximum de 2 %.

b) Policiers syndiqués: les excédents d'actifs constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50 % de l'IPC, sujet à un maximum de 2 %.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelle.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50 % de la somme recommandé par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.40 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur: aucune.

b) Cadres: Volet courant: 50 % de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.26 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur: aucune.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50 % de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10.45 % à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.
 Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (458 756)	(434 611)
Charge de l'exercice	4 (407 597)	(430 428)
Cotisations versées par l'employeur	5 432 340	406 283
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (434 013)	(458 756)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 15 694 409	14 572 619
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (16 686 268)	(15 186 645)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (991 859)	(614 026)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 557 846	155 270
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (434 013)	(458 756)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (434 013)	(458 756)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 15 694 409	14 572 619
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (16 686 267)	(15 186 645)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (991 858)	(614 026)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 667 216	651 558
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 667 216	651 558
Cotisations salariales des employés	20 (334 923)	(325 480)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 332 293	326 078
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 24 145	41 238
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 356 438	367 316
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 887 869	841 611
Rendement espéré des actifs	33 (836 710)	(778 499)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 51 159	63 112
Charge de l'exercice	35 407 597	430 428

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 906 994	785 527
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (836 710)	(778 499)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 70 284	7 028
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (497 006)	186 730
Prestations versées au cours de l'exercice	40 552 468	468 892
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 16 299 350	14 701 114
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 372 455	362 654
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 26 297	31 317
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,48 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,48 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S. O

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés (cols blancs et bleus) de la municipalité participent à un régime de retraite à cotisations déterminées en vertu duquel ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui ont été accumulées et du revenu de placement provenant de ces cotisations. Les employés versent une contribution minimum obligatoire de 8.5% de leur rémunération de base, la contribution de la municipalité étant de 9.5%. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants.

La Régie intermunicipale de l'eau potable possède un régime de retraite à cotisations déterminées. Les employés versent une contribution de 7% et la contribution de l'employeur est également de 7 %.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Autres régimes	110	564 257
	111	471 595
	564 257	471 595

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 2

Description des régimes et autres renseignements**REER COLLECTIF**

Les employés cadres de la Ville de Varennes participent à un REER collectif dans lequel ils versent une contribution minimum obligatoire est entre 0% et 9% de leur rémunération de base, la contribution de la Ville étant de 9% à 18%. Ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui auront été accumulées et du revenu des placements provenant de ces cotisations. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants. Les cotisations de la Ville ont totalisé 427 480 \$ pour l'exercice 2020.

RRS Pompiers

Les pompiers à temps partiel et les pompiers permanents syndiqués du service des incendies participent à un régime de retraite simplifié. La convention collective des pompiers accorde une contribution d'employeur de 9% du salaire versé, assorti d'une contribution équivalente pour les pompiers à temps partiel. En ce qui concerne les pompiers permanents syndiqués, la contribution de l'employé est de 9.5% du salaire et celle de l'employeur est de 8.5%.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114	39 907	37 416
REER	115	427 480	341 472
Autres régimes	116		
	117	467 387	378 888

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	22	20

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (précédemment la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	12 755	12 137
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	42 983	40 899
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	5 850	5 777
	122	48 833	46 676

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
TAXES		Réalisations	2020	Réalisations
		2020		2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	26 111 588	26 111 588	25 101 161
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	4 332 085	4 332 085	3 542 905
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	30 443 673	30 443 673	28 644 066
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 228 818	1 228 818	1 233 455
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	994 057	994 057	998 498
Matières résiduelles	13	2 255 948	2 255 948	2 235 876
Autres				
▪ Terres des américains	14	1 146	1 146	800
▪ Travaux cours d'eau - MRC	15	5 696	5 696	6 460
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	109 585	109 585	110 944
Service de la dette	18	333 439	333 439	244 786
Pouvoir général de taxation	19	197 750	197 750	
Activités de fonctionnement	20	829 017	829 017	822 717
Activités d'investissement	21	42 465	42 465	160 187
	22	5 997 921	5 997 921	5 813 723
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 997 921	5 997 921	5 813 723
	27	36 441 594	36 441 594	34 457 789

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	264	264	263
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	264	264	263
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	116 425	116 425	116 423
Cégeps et universités	34	101 453	101 453	101 452
Écoles primaires et secondaires	35	411 667	411 667	403 696
	36	629 545	629 545	621 571
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	629 809	629 809	621 834
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	137 810	137 810	137 810
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	24 918	24 918	14 442
Taxes d'affaires	44			
	45	162 728	162 728	152 252
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	792 537	792 537	774 086

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	17 380	17 380	26 087
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	9 991	9 991	41 730
Sécurité civile	56	37 501	37 501	14 500
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	179 853	179 853	167 552
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	5 316	5 316	5 639
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	58 634	58 634	59 864
Traitement des eaux usées	70	8 386	8 386	8 832
Réseaux d'égout	71	124 621	124 621	104 632
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	16 054	16 054	5 662
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	179 287	179 287	104 806
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	637 023	637 023	539 304

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	1 857 412	1 857 412	848 672
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	566 992	566 992	24 173
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	727 764	727 764	797 220
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117	144 981	144 981	8 000
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			1
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	3 297 149	3 297 149	1 678 066

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	178 988	178 988	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	1 985 161	1 985 161	
	141	2 164 149	2 164 149	
TOTAL DES TRANSFERTS	142	6 098 321	6 098 321	2 217 370

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148	28 767	28 767	29 844
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	28 767	28 767	29 844
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			2 043
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156	11 538	11 538	11 300
	157	11 538	11 538	13 343
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			26
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			26

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	9 393	9 393	28 640
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	9 393	9 393	28 640
Réseau d'électricité				
	183			
	184	49 698	49 698	71 853

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186	16 546	16 546	15 779
Autres	187	56 305	56 305	109 532
	188	72 851	72 851	125 311
Sécurité publique				
Police	189		272 195	262 726
Sécurité incendie	190	45 445	45 445	29 998
Sécurité civile	191			
Autres	192		18 025	2 753
	193	45 445	335 665	295 477
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	98 593	98 593	19 882
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	98 593	98 593	19 882
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204	36 860	36 860	55 547
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	794	794	9 429
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208			
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	37 654	37 654	64 976

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	28 902	28 902	38 369
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222	28 902	28 902	38 369
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	391 696	511 065	806 246
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	7 493	7 493	28 534
Autres	225			11 589
	226	399 189	518 558	846 369
Réseau d'électricité	227			
	228	682 634	1 092 223	1 390 384
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	732 332	1 141 921	1 462 237

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	210 493	264 157	333 887
Droits de mutation immobilière	231	2 640 955	2 640 955	1 747 544
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233	625	625	7 585
	234	2 852 073	2 905 737	2 089 016
AMENDES ET PÉNALITÉS	235	305 000	952 528	1 062 192
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	237	343 088	378 001	590 626
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	8 158 487	8 163 372	1 322 702
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	14 080 212	14 080 212	1 604 968
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243	4 827	4 827	274 281
Autres contributions	244	95 263	95 263	320 937
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	612 045	818 309	1 174 503
	247	22 950 834	23 161 983	4 697 391
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	248			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	711 784	64 302	776 086	776 086	837 126
Greffe et application de la loi	2	731 541	35 338	766 879	766 879	1 019 761
Gestion financière et administrative	3	3 496 615	191 467	3 688 082	3 688 082	3 264 498
Évaluation	4	373 678		373 678	373 678	459 243
Gestion du personnel	5	547 790	29 100	576 890	576 890	518 551
Autres						
▪ Autres	6	665 496		665 496	665 496	951 295
▪	7					
	8	6 526 904	320 207	6 847 111	6 847 111	7 050 474
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	4 020 663		4 020 663	5 156 039	4 983 034
Sécurité incendie	10	2 368 414	187 603	2 556 017	2 556 017	2 257 479
Sécurité civile	11	310 472		310 472	310 472	96 040
Autres	12	250 618		250 618	299 494	325 074
	13	6 950 167	187 603	7 137 770	8 322 022	7 661 627
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 693 984	2 911 328	4 605 312	4 605 312	4 703 007
Enlèvement de la neige	15	1 224 107	178 178	1 402 285	1 402 285	1 493 529
Éclairage des rues	16	154 520	286 908	441 428	441 428	491 051
Circulation et stationnement	17	130 915	11 714	142 629	142 629	140 371
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 172 500		1 172 500	1 172 500	961 800
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	4 376 026	3 388 128	7 764 154	7 764 154	7 789 758

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 014 108		1 014 108	1 459 709	1 284 016
Réseau de distribution de l'eau potable	24	765 624	574 384	1 340 008	1 340 008	1 152 924
Traitement des eaux usées	25	754 525	318 208	1 072 733	915 435	1 045 066
Réseaux d'égout	26	418 485	1 045 288	1 463 773	1 463 773	1 360 919
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	439 669		439 669	439 669	449 299
Élimination	28	288 064		288 064	288 064	432 844
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	397 863		397 863	397 863	461 646
Tri et conditionnement	30	(125 117)		(125 117)	(125 117)	(132 585)
Matières organiques						
Collecte et transport	31	534 930		534 930	534 930	330 505
Traitement	32	728 593		728 593	728 593	636 515
Matériaux secs	33	281 030		281 030	281 030	246 639
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	85 543	141 559	227 102	227 102	190 864
Protection de l'environnement	38	(39 118)		(39 118)	(39 118)	42 153
Autres	39					
	40	5 544 199	2 079 439	7 623 638	7 911 941	7 500 805
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	237 980		237 980	237 980	252 236
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	72 928		72 928	72 928	73 700
	44	310 908		310 908	310 908	325 936

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	901 496	37 103	938 599	938 599	840 892
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	18 512		18 512	18 512	31 485
Autres biens	47	89 683		89 683	89 683	207 275
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	94 320		94 320	94 320	1 235 605
Tourisme	49	11 017		11 017	11 017	46 811
Autres	50	74 953		74 953	74 953	230 114
Autres	51	3 516 580		3 516 580	3 516 580	1 249 915
	52	4 706 561	37 103	4 743 664	4 743 664	3 842 097
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	800 045	63 459	863 504	863 504	979 612
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 048 775	69 399	1 118 174	1 118 174	1 268 039
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 097 391	433 070	1 530 461	1 530 461	1 431 902
Parcs et terrains de jeux	56	3 110 673	877 622	3 988 295	3 988 295	3 479 447
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	180 283		180 283	180 283	284 353
Autres	59	49 180		49 180	12 265	443 997
	60	6 286 347	1 443 550	7 729 897	7 692 982	7 887 350
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	718 313	30 095	748 408	748 408	765 224
Bibliothèques	62	1 741 443	343 960	2 085 403	2 085 403	2 100 932
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	9 844		9 844	9 844	10 465
	66	2 469 600	374 055	2 843 655	2 843 655	2 876 621
	67	8 755 947	1 817 605	10 573 552	10 536 637	10 763 971

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	1 244 771	1 244 771	1 369 170	1 253 307
Autres frais	70	166 362	166 362	166 362	145 123
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71			51 159	63 112
Autres	72			40	90
	73	1 411 133	1 411 133	1 586 731	1 461 632
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	7 830 085 (	7 830 085)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1 489 596	1 489 596	691 440
	Usines de traitement de l'eau potable		47 380	42 820
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	2 270 171	2 270 171	274 148
	Sites d'enfouissement et incinérateurs			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	8 425 918	8 425 918	3 790 688
	Ponts, tunnels et viaducs			
	Systèmes d'éclairage des rues	222 896	222 896	633 349
	Aires de stationnement			
	Parcs et terrains de jeux	999 813	999 813	1 595 796
	Autres infrastructures	27 023	27 023	929 288
	Réseau d'électricité			
Bâtiments				
	Édifices administratifs	7 788 912	7 788 912	1 064 043
	Édifices communautaires et récréatifs	136 729	136 729	1 506
	Améliorations locatives		3 312	37 531
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun			
	Autres	1 327 854	1 419 976	967 788
	Ameublement et équipement de bureau	454 995	474 622	276 317
	Machinerie, outillage et équipement divers	889 590	906 318	209 174
	Terrains	599 422	599 422	52 714
	Autres			
		24 632 919	24 812 088	10 566 602

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	1 291 453	1 291 453	687 376
	Usines de traitement de l'eau potable		47 380	42 820
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	1 671 918	1 671 918	247 825
	Autres infrastructures	5 906 127	5 906 127	6 786 808
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	198 143	198 143	4 064
	Usines de traitement de l'eau potable			
	Usines et bassins d'épuration			
	Conduites d'égout	598 253	598 253	26 323
	Autres infrastructures	3 769 523	3 769 523	162 313
	Autres immobilisations	11 197 502	11 329 291	2 609 073
		24 632 919	24 812 088	10 566 602

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	928 554	8 118 711	186 479	8 860 786
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 762 552	579 351	264 364	4 077 539
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	46 852 420	14 891 930	13 100 462	48 643 888
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	51 543 526	23 589 992	13 551 305	61 582 213
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 268 470		394 246	5 874 224
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	6 268 470		394 246	5 874 224
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	123 367		(363)	123 730
	14	6 391 837		393 883	5 997 954
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	106 800		96 900	9 900
	18	6 498 637		490 783	6 007 854
	19	58 042 163	23 589 992	14 042 088	67 590 067
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	58 042 163	23 589 992	14 042 088	67 590 067

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	63 582 830
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 961 102
Activités de fonctionnement à financer	3	450 000
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	8 758 784
Débiteurs	9	5 874 224
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	133 630
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	54 227 294
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	3 903 220
Endettement net à long terme	17	58 130 514
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	1 730 164
Communauté métropolitaine	19	168 579
Autres organismes	20	2 542 000
Endettement total net à long terme	21	62 571 257
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	62 571 257
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1	112 334	112 334	145 558
	Évaluation	2			
	Autres	3	511 239	511 239	476 959
Sécurité publique					
	Police	4	3 880 829		
	Sécurité incendie	5	19 139	19 139	51 602
	Sécurité civile	6			
	Autres	7	135 927	49 077	5 855
Transport					
	Réseau routier	8	11 268	11 268	10 901
	Transport collectif	9	1 170 987	1 170 987	961 543
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11	1 014 108		
	Matières résiduelles	12			
	Cours d'eau	13	94 746	94 746	76 121
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15	16 560	16 560	
Santé et bien-être					
	Logement social	16	213 981	213 981	217 601
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	73 142	73 142	55 287
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	492 254	184 131	195 195
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	7 746 514	2 456 604	2 196 622

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	24 564 347	10 181 030
Frais de financement	4	68 572	82 547
Autres	5		
	6	24 632 919	10 263 577

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	40,68	32,50	68 458,00	4 242 405	1 026 857	5 269 262
Professionnels	2						
Cols blancs	3	50,67	32,50	85 290,00	2 958 807	716 211	3 675 018
Cols bleus	4	49,11	40,00	103 232,00	3 345 081	809 405	4 154 486
Policiers	5						
Pompiers	6	14,41	40,00	33 128,00	875 748	211 987	1 087 735
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	154,87		290 108,00	11 422 041	2 764 460	14 186 501
Élus	9	9,00			462 178	117 740	579 918
	10	163,87			11 884 219	2 882 200	14 766 419

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	51 324	141 181	433 121		625 626
Traitement des eaux usées	14	8 386				8 386
Réseaux d'égout	15	57 957	181 213	613 215		852 385
Autres	16	2 485 250	1 433 853	571 695	121 126	4 611 924
	17	2 602 917	1 756 247	1 618 031	121 126	6 098 321

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	210 509	195 829
	4	210 509	195 829
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	20 083	21 936
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	20 083	21 936
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	437 055	388 094
Enlèvement de la neige	11	42 519	23 273
Autres	12	41 815	38 747
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	521 389	450 114
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	88 463	72 188
Traitement des eaux usées	18	7 718	8 515
Réseaux d'égout	19	129 720	121 247
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	4 994	3 660
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	83	
	26	230 978	205 610
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	55 565	5 471
Autres	34		
	35	55 565	5 471
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	216 630	248 621
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	118 981	129 724
Autres	38	36 998	12 943
	39	372 609	391 288
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 411 133	1 270 248

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Martin Damphousse	Maire	95 506	17 044	92 719	
Marc-André Savaria	Conseiller	23 597	11 798	186	93
Geneviève Labrecque	Conseiller	23 597	11 798	2 610	1 305
Mélanie Simoneau	Conseiller	23 597	11 798		
Denis Le Blanc	Conseiller	23 597	11 798	1 864	932
Benoît Duval	Conseiller	23 597	11 798		
Natalie Parent	Conseiller	23 597	11 798	2 065	1 033
Gaétan Marcil	Conseiller	23 597	11 798	375	188
Brigitte Colin	Conseiller	23 597	11 798	245	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>5 000 000</u> | | \$ |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | <u>606 666</u> | | \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | _____ | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | _____ | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | _____ | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | _____ | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | _____ | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | _____ | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | _____ | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | _____ | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | _____ | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | _____ | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI** **NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 538 884 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 473 931 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ 66 108 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2019-438
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2019-10-21
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Varennes | 59020 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Varennes

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Varennes (ci-après « la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 26 avril 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	36 441 594
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>8 756</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 159 250
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	109 585
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u>197 750</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>24 975 009</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	3 482 530 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>3 501 840 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>3 492 185 350</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>0,7152 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	27 597 393
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 718 600
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	31 315 993

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 211 507
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	1 048 167
Matières résiduelles	13	2 279 777
Autres		
▪ Travaux cours d'eau MRC	14	4 983
▪ surtaxe projet Loi 226	15	800
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	112 000
Service de la dette	18	331 244
Pouvoir général de taxation	19	213 390
Activités de fonctionnement	20	829 510
Activités d'investissement	21	
	22	6 031 378
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	6 031 378
	27	37 347 371

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	456
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	456

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	116 423
Cégeps et universités	7	101 452
Écoles primaires et secondaires	8	411 492
	9	629 367

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	629 823

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	164 065
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	164 065

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	793 888

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	2 426 229 285	x 0,4741 /100 \$	11 502 753				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	95 668 800	x 0,5164 /100 \$	493 995				
Immeubles non résidentiels	4	674 864 541	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	219 543 283	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	20 795 400	x 0,9482 /100 \$	197 182				
Immeubles agricoles	8	127 133 300	x 0,4741 /100 \$	602 739				
Total	9			12 796 669	(11 772)	()	14 812 496	27 597 393
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11	2 426 229 285	x 0,0639 /100 \$	1 549 875				
Immeubles de 6 logements ou plus	12	95 668 800	x 0,0695 /100 \$	66 499				
Immeubles non résidentiels	13	674 864 541	x /100 \$					
Immeubles industriels	14	219 543 283	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16	20 795 400	x 0,1278 /100 \$	26 568				
Immeubles agricoles	17	127 133 300	x 0,0639 /100 \$	81 213				
Total	18			1 724 155	(1 585)	()	1 996 030	3 718 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>79,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>95,00 \$</u>
Matières résiduelles	5 <u>239,00 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Eau commercial et industriel		4 - tarif fixe (compensation)	153\$ à 669\$
Eau commercial et industriel	1,3100	7 - autres (préciser)	Par 1000 gallons imp
Eau usée commerces & indust.		4 - tarif fixe (compensation)	184\$ à 804\$
Eau usée commerces & indust.	1,5800	7 - autres (préciser)	Par 1000 gallons imp
Piscine hors-terre	30,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Piscine creusée	40,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Réfection voirie-résidentiel	75,0000	4 - tarif fixe (compensation)	+25 par logement
Réfection voirie-mixte	100,0000	4 - tarif fixe (compensation)	+25 par logement/local
Réfection voirie-commerc,	150,0000	4 - tarif fixe (compensation)	+25 par local
Matières résiduelles au bac	214,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles au conteneur		4 - tarif fixe (compensation)	317\$ à 2840\$
Entretien système tertiaire UV		4 - tarif fixe (compensation)	169. à 689\$
Entretien fosse septique	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Voyage d'eau		7 - autres (préciser)	35\$ à 72\$ par voyage
Répartition locale		7 - autres (préciser)	Selon règle du secteur

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	37 347 371
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>13 357</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 996 612
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	112 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u>213 390</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>25 025 369</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	<u>3 564 234 609</u>
---	-----------	-----------------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<u>0,7021 / 100 \$</u>
--	-----------	-------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	11 746 714	5 048 455		223 750	560 494	683 952
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	40 461	23 965		7 894	1 857	17 188
Autres	5	490 952	485 478		726	369 822	8 183
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	12 278 127	5 557 898		232 370	932 173	709 323

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	12 564 548	70 100	417 980	31 315 993
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	132 404	6 542	100 933	331 244
Autres	5	4 195 898	27 312	9 763	5 588 134
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	16 892 850	103 954	528 676	37 235 371

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

Non audité

OUI NON S.O.

1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?

a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM

▪ Pour la taxe foncière générale

1 2

▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV

3 4 5

b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM

6 7 8

▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM

9 10 11

▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.

spéciales adopté	Taxes générales		Taxes
	Assiette	taux adopté	taux
Immeubles non résidentiels			
Tranche inférieur à 1 000 000 \$	175 400 147	1.4654	0.1974
Tranche de 1 000 000 \$ et plus	499 464 394	1.5603	0.2103
Immeubles industriels			
Tranche inférieur à 1 000 000 \$	36 214 549	1.9222	0.2590
Tranche de 1 000 000 \$ et plus	183 328 734	2.0471	0.2758

d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM

▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables

12 13 14

▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)

15 16 17

▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels

18 19 20

2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?

21 22

3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?

23 24

Si oui, indiquer le montant.

25 526 494 \$

4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)

26 _____ \$

5. Date d'adoption du budget par le conseil

27 2020-12-14

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>47 577 652 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>3 587 444 \$</u>
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>1 435 720 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>340 000 \$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Me Marc Giard, OMA, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Varennes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 3 mai 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Varennes.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Varennes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Varennes détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-04-23 15:32:52

Date de transmission au Ministère : 2021-05-05

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	43 201 580	42 487 511	66 867 417	6 920 879	68 341 088
Investissement	2	2 740 312		3 648 362		3 648 362
	3	45 941 892	42 487 511	70 515 779	6 920 879	71 989 450
Charges	4	44 916 465	45 516 084	46 411 930	7 058 446	48 023 168
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 025 427	(3 028 573)	24 103 849	(137 567)	23 966 282
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 740 312)	(	3 648 362)	(	3 648 362)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 714 885)	(3 028 573)	20 455 487	(137 567)	20 317 920
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	7 538 800	8 007 547	7 830 085	512 657	8 342 742
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	60 161	133 095	66 843		66 843
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 346 255)	3 744 575)	5 332 823)	196 670)	5 529 493)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	482 911)	219 048)	15 857 135)	51 264)	15 908 399)
Excédent (déficit) accumulé	12	(940 578)	(1 148 446)	(3 733 395)	571 631	(3 161 764)
Autres éléments de conciliation	13	1 326 685		4 002 048		4 002 048
	14	4 155 902	3 028 573	(13 024 377)	836 354	(12 188 023)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 441 017		7 431 110	698 787	8 129 897

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	10 834 149	11 185 955	14 479 823
Débiteurs	2	14 166 374	28 555 970	29 302 711
Placements de portefeuille	3	314 570	285 014	314 570
Autres	4	2 415 714	1 613 240	2 415 714
	5	27 730 807	41 640 179	45 680 788
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	53 501 607	63 158 740	57 649 255
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			434 013
Autres	9	16 936 175	12 544 114	17 619 375
	10	70 437 782	75 702 854	80 808 852
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(42 706 975)	(34 062 675)	(35 128 064)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	134 996 198	150 909 491	158 083 715
Autres	13	10 995 804	10 542 060	10 672 837
	14	145 992 002	161 451 551	168 756 552
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 633 768	9 822 771	11 545 240
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 567 364	1 604 087	2 847 258
Réserves financières et fonds réservés	17	2 971 625	14 594 247	14 795 012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(53 515)	(495 165)	(588 945)
Financement des investissements en cours	19	(6 962 132)	(3 596 344)	(6 962 132)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	101 127 917	105 459 280	108 626 267
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	103 285 027	127 388 876	133 628 488

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget exercice suivant	23	340 000	300 000
▪ Engagements	24	115 861	134 138
▪ Programme FIME	25	157 599	157 599
▪ R881 Mesures de mitigation	26	415 000	415 000
▪ Ententes aide limitées	27	575 627	500 627
▪ Acquisition PDR	28		60 000
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	1 604 087	1 567 364
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 243 171	1 337 685
	34	2 847 258	2 905 049
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale			
▪	35	14 594 247	2 971 625
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	200 765	272 832
	37	17 642 270	6 149 506

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	54 227 294
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	62 571 257

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	8 860 786	928 554
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	48 643 888	46 852 420
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 077 539	3 762 552
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	5 874 224	6 268 470
Autres	8	133 630	230 167
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	67 590 067	58 042 163

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019 Administration municipale	Budget 2020 Administration municipale	Réalizations 2020 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	34 297 602	36 248 786	36 399 129	36 399 129
Compensations tenant lieu de taxes	12	774 086	764 941	792 537	792 537
Quotes-parts	13				116 828
Transferts	14	539 304	662 210	2 801 172	2 801 172
Services rendus	15	891 863	689 659	732 332	1 141 921
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 487 938	2 134 180	3 157 073	3 858 265
Autres	17	4 210 787	1 987 735	22 985 174	23 231 236
	18	43 201 580	42 487 511	66 867 417	68 341 088
Investissement					
Taxes	19	160 187		42 465	42 465
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 678 066		3 297 149	3 297 149
Autres	22	902 059		308 748	308 748
	23	2 740 312		3 648 362	3 648 362
	24	45 941 892	42 487 511	70 515 779	71 989 450

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	6 526 904	320 207	6 847 111	6 847 111	7 050 474
Sécurité publique						
Police	2	4 020 663		4 020 663	5 156 039	4 983 034
Sécurité incendie	3	2 368 414	187 603	2 556 017	2 556 017	2 257 479
Autres	4	561 090		561 090	609 966	421 114
Transport						
Réseau routier	5	3 203 526	3 388 128	6 591 654	6 591 654	6 827 958
Transport collectif	6	1 172 500		1 172 500	1 172 500	961 800
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	2 952 742	1 937 880	4 890 622	5 178 925	4 842 925
Matières résiduelles	9	2 545 032		2 545 032	2 545 032	2 424 863
Autres	10	46 425	141 559	187 984	187 984	233 017
Santé et bien-être	11	310 908		310 908	310 908	325 936
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	901 496	37 103	938 599	938 599	840 892
Promotion et développement économique	13	180 290		180 290	180 290	1 512 530
Autres	14	3 624 775		3 624 775	3 624 775	1 488 675
Loisirs et culture	15	8 755 947	1 817 605	10 573 552	10 536 637	10 763 971
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 411 133		1 411 133	1 586 731	1 461 632
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	38 581 845	7 830 085	46 411 930	48 023 168	46 396 300
Amortissement des immobilisations	20	7 830 085 (	7 830 085)			
	21	46 411 930		46 411 930	48 023 168	46 396 300

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 740 312	3 648 362	3 648 362	
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	10 263 577 )(	24 632 919 )(	179 169 )(	24 812 088)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	9 335 689 )(	1 702 147 )(	)	1 702 147)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 156 169	15 404 437		15 404 437
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	482 911	15 857 135	51 264	15 908 399
Excédent accumulé	6	4 250 447	3 882 092	127 906	4 009 998
	7	(6 709 739)	8 808 598	1	8 808 599
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 969 427)	12 456 960	1	12 456 961

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14